

Les victimes en partage

Approche du sens de la violence
contemporaine à partir de la représentation
des victimes



Fredox, Charni (détail)

Philippe Mesnard

Comprendre ce qui se joue entre les victimes et leur représentation demande de naviguer parmi de nombreux lieux communs. Il y a ceux qui touchent au visible. L'accent est alors mis sur le caractère mensonger de l'image. Celle-ci est l'objet de jugements qui la condamnent sans appel au soupçon et le soupçon devient plus évident que l'image même. Les accusations d'instrumentalisation ou de censure ne l'épargnent pas plus. Pourtant, si ces pratiques sévissent toujours, elles ne permettent pas de prendre la mesure des dispositifs de représentation dans lesquels les images font sens, ni de la fonction structurante que les représentations assurent dans une société dont la complexification n'a plus d'égal que la fragilité de ses repères.

La politique est également bien fournie en lieux communs : manœuvres, secret, corruption..., et l'humanitaire, guère mieux loti. Corruption encore : détournements de l'aide par des factions armées, comptabilités opaques d'ONG, salaires soi-disant « excessifs » des cadres, abus sexuels (le rapport du Haut commissariat pour les réfugiés, en 2002). Dénonciations et polémiques vont bon train. D'aucuns arguent même que les violences sont une source à laquelle s'abreuve l'humanitaire.

Mais les violences ne sont pas une réponse, elles sont aujourd'hui une scène constamment *in progress* sur laquelle apparaissent, se multiplient, se démultiplient ou s'éclipsent les victimes. C'est l'approche de cette situation qui est proposé ici à partir du rapport à la « guerre », suivant ses derniers développements, en espérant que cela contribue à comprendre la question du sens des violences contemporaines et de la place qu'y tiennent les victimes. Si, pour cela, des concepts appartenant aux sciences politiques ou à la polémiologie sont convoqués, c'est pour bénéficier de l'éclairage qu'ils apportent, non pour parler du lieu de leurs disciplines. De même, dans une certaine proximité avec Foucault, l'accent sera mis sur les

microtechniques et les dispositifs de la représentation, plutôt que sur les instances décisionnelles ; sur le fonctionnement du système où figurent les victimes, non sur les intentions dont certains croient qu'elles sont assez fortes pour diriger, voire maîtriser ce système.

Guerre policière ou police guerrière ?

Je voudrais d'abord rappeler ce retournement de la formule de Clausewitz auquel procède Foucault¹. Au lieu de : la guerre, c'est la politique continuée par d'autres moyens, on est invité à entendre : la politique, c'est la guerre continuée par d'autres moyens. Cela signifie, dit Foucault, que le « *pouvoir politique réinscrit perpétuellement* » le rapport de force qu'est la guerre dans les institutions, dans les inégalités économiques, dans le langage, jusque dans les corps des uns et des autres.

Ce faisant, tout ce qui, dans la « paix civile » s'apparente à des luttes politiques, des rivalités, des affrontements pour le pouvoir, « *ne devrait être interprété que comme la continuation de la guerre* ». Il couve une guerre permanente, sourde, mais les guerres qui éclatent sont moins les signes de la guerre permanente qui s'impatiente, que des manières de la maintenir à couvert. Foucault dit aussi que la « *décision finale* » ne peut venir que de la guerre, c'est-à-dire d'une sortie fracassante de cette logique qui rationalise la guerre, donnant lieu à la « *dernière bataille* ». Mais, laissons cette vision eschatologique et *révolutionnaire* dont le commentaire serait marginal au propos. Ainsi, la guerre est inscrite dans un ensemble de cadres qui lui assignent des moyens et des fins, qui la rationalisent, la domestiquent, la civilisent, l'assortissent d'un appareil discursif offrant les désignations de l'ennemi et de l'ami, un panel de justifications, et aboutissant à des doctrines modernes parmi lesquelles celle de la guerre juste².

Sans en contester la pertinence, il faut aujourd'hui réactualiser ce retournement foucauldien. La nécessité de cette réactualisation est dictée par l'évolution du contexte socio-politique depuis la fin des années 1970, décades charnières marquées par la dislocation progressive du bloc soviétique (de l'intervention en Afghanistan à Gorbatchev). Elles sont aussi marquées par l'évolution du capitalisme (délocalisation et mondialisation du marché) qui se prolonge par son investissement de la question démocratique, au point que celle-ci est, aujourd'hui, le corollaire de celui-là. Ces années ont également été celles de la fin des dictatures sud-américaines et de l'Apartheid sud-africain³. Événements qui, hormis leurs déterminations économiques, marquent la prise en compte du paradigme du *civil* à travers des catégories comme la société civile, les victimes civiles et, retour à l'économique, les réparations.

1 – Michel Foucault, « *Il faut défendre la société* », *Cours au Collège de France, 1976*, Paris, Co-éditions Hautes Études-Gallimard-Seuil, 1997.

2 – Le concept de guerre juste, en tant que guerre limitée, n'est pas développé ici, ni l'évolution du *ius ad bellum* (« droit de faire la guerre ») depuis 1945 avec, notamment, l'article 2 de la Charte des Nations Unies qui sanctionne la guerre d'agression. Bien qu'il y ait là une entrée qui permette d'interroger le discours juridique, jamais indifférent à la question de la représentation, cela nous emmènerait trop loin du présent sujet. C'est aussi pour éviter ce détour que, plus bas, les notions de guerre « propre », *versus* « sale », qui ne sont pas des concepts scientifiques, sont convoquées.

3 – Cf. Sandrine Lefranc, *Politiques du pardon*, Paris, PUF, 2002.

Dans le même temps, l'actualité de la guerre et la configuration des pouvoirs politiques et économiques ont subi des déplacements considérables, sous le signe des droits de l'homme et du droit international. L'injonction à la pacification, sous laquelle l'ensemble des crises des années 1990 a été géré, a eu pour cheville ouvrière l'humanitaire et, par extension, tous les acteurs qui, des ONG aux institutions intergouvernementales, étaient impliqués dans le développement et l'ouverture de marchés.

Contre toute attente, accroissement mondial de la pauvreté, démultiplication des violences sociales, d'un côté, des conflits de basse intensité, de l'autre, radicalisation des actions terroristes et des réponses répressives qui leur sont apportées donnent à constater les méfaits du progrès. Alors que les valeurs humanitaires se veulent sans partage, alors qu'aucune société semble échapper au processus de la reconnaissance des victimes, ceux que cette catégorie désigne ne cessent d'augmenter et la scène sur laquelle ils sont alignées, de s'accroître. Face à la surexposition des civils – aux deux sens, photographique et parce qu'ils sont désormais en première ligne –, la tendance générale des tenants du pouvoir consiste à mettre en place de puissants dispositifs de contrôle et d'assistance, à administrer leur coordination et à justifier idéologiquement de leur fonctionnement. C'est en ce sens que cette évolution générale invite à déplacer et reformuler la thèse de Foucault ; c'est là que l'humanitaire se retrouve dans une fonction qui dépasse ce que l'on aurait jamais imaginé qu'il pût occuper.

Foucault souligne que la politique joue un rôle normalisateur pour la guerre. Mais ce rôle, la politique en a-t-elle encore le pouvoir ? La mise au norme de la guerre et la mise en ordre du monde sont-elles, aujourd'hui, un problème politique, même si elles sont une question politique ? Au fur et à mesure que le monde s'est transformé, ce qu'il y avait à résoudre semblait ressortir à la police plus qu'à la politique. La politique, même restant un lieu de décision, se retrouve assujettie à des cadres policiers. L'économique, quant à lui, ne pouvant pas être en reste, s'accorde tout à fait avec ces changements. Que la peur et la violence soient, en toile de fond, nécessaires au marché et à ses scènes imaginaires n'est pas en contradiction avec l'urgence sécuritaire. Ainsi, ce n'est pas seulement la guerre, mais aussi la politique qui sont inscrites maintenant dans le cadre normatif de la police.

La police

La formule devient : la police, c'est la guerre et la politique continuées par d'autres moyens. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a plus ni guerre, ni politique, mais que leurs débordements hors du cadre sont sans cesse un enjeu de normalisation qui leur réduit, voire



John Carr, *War is Peace*

leur supprime l'autonomie. Cela ne veut pas dire non plus que, désormais, le progrès du monde repose sur un ordre policier dont la science fiction a déjà amplement tracé les grandes lignes, mais que le progrès est, pour l'âge auquel nous appartenons, l'effet d'une constante mise en tension d'un puissant ordre policier avec, d'une part, des volontés politiques sous liberté surveillées, d'autre part, des désirs de destruction erratiques, des réactions.

La suprématie actuelle de l'ordre policier sur tout autre ordre n'est pas totalitaire, ni absolue. Je ne pense pas que l'histoire se répète, ni sur un mode tragique, ni sur un mode comique (Marx), sauf dans des discours non performatifs qui renseignent seulement sur l'inquiétude qu'ils cherchent à conjurer. Cette suprématie est la conséquence d'un monde dont l'histoire récente n'a pu être prise en charge par la politique – un monde dont l'histoire contemporaine signifie l'échec de la politique à prendre en charge la collectivité et à la prémunir contre sa complexification. Le changement du monde ne s'est pas produit avec le 11 septembre 2001, pas plus qu'avec la «*guerre d'Irak*», comme l'a titré *L'Express* abusé par la camera obscura journalistique. Ce changement, effectué de telles façons que seules des mesures policières semblent pouvoir l'administrer, renseigne simplement sur la démission de politiques qui n'ont pas



su rivaliser avec les agents doubles du pouvoir que sont l'économique et le médiatico-culturel.

Martha Rosler, *Cleaning-drapes*

C'est également du glissement de la politique vers la police qu'attestent la valorisation du droit d'ingérence contre la souveraineté et la juridiciarisation de la société dont un des signes patents est l'usage des dénominations «*rogue State*», État «*voyou*», «*délinquant*», «*criminel*» ou «*terroriste*». L'adoption de ces termes, même pour leur retournement critique soutient les transferts catégoriels du champ politique vers un champ juridique qui cautionne, parfois contre lui-même, l'ordre policier. Ces catégories réapparaissent traduites et affectées d'autres connotations qui produisent d'autres sens auxquels, dans le même temps, le monde se trouve assigné.

Les affaires politiques continuent à glisser sur la pente de leur dévalorisation. Quand, jadis, les alliances – et les erreurs que toutes alliances réservent aux parties qui les concluent – étaient envisagées comme le jeu non dénué de romanesque de la politique par excellence, aujourd'hui, elles sont frappées du saut de la bêtise (le soutien américain au Ben Laden d'avant Al-Qaida ou à Saddam), quand ce n'est pas de celui de l'infamie. Disqualifié, le jeu politique voit sa marge se restreindre. Il ne lui reste plus qu'à



« Un médecin militaire américain tient dans ses bras une petite fille irakienne dont la mère est morte sous le feu des armes. »

4 – La campagne pour les élections présidentielles françaises en mai 2002, la « politique » d’Aznar en Espagne, de Berlusconi, la volonté de criminaliser l’extrême gauche, voire certains leaders syndicalistes, les mesures mondiales anti-terroristes aux échelles aussi bien nationale qu’internationale.

5 – Depuis la dislocation du bloc soviétique, la tendance dominante est de déposséder les États de leur capacité de contrôler les moyens de la violence et d’en user. C’est ce qui s’est passé avec de bons élèves comme l’Ukraine, l’Azerbaïdjan, l’Afrique du sud dont les gouvernements ont accepté de renoncer à leurs stocks d’armes de destruction massive et de se prêter au jeu des inspections.

endosser le rôle d’agent d’énonciation du discours sécuritaire⁴. Rôle qui renforce la légitimité des déploiements multiples et variés de la police, bras armé d’un appareil juridique qui, croulant en général sous les dossiers, les procédures et la lourdeur de son administration, finit par être perçu comme cela qui légitime les forces de l’ordre, plutôt que comme ce qui dit et fait appliquer le droit. La fonctionnalité du système l’emporte sur sa raison.

La tension se repère aussi entre des cadres d’interprétation moraux et politiques. La résistance à l’établissement de la Cour pénale internationale par la France, en 1998, ou par les États-Unis, en 2001, voire le refus par ces derniers de signer le traité contre les mines antipersonnel comptent certainement parmi les manifestations de résistances politiques à l’ordre international ; ordre que, paradoxalement, ces mêmes pays ont installé et défendent. De même, on peut comprendre la guerre menée par les gouvernements américains et britanniques en Irak comme une manifestation typiquement politique. Ce serait une façon d’affirmer l’indépendance de la puissance américaine et la capacité d’indépendance politique de ses alliés vis-à-vis des Nations unies, « agence humanitaire officielle » (David Rieff) et vis-à-vis d’autres rivaux démocrates (la France, l’Allemagne et l’Union européenne au moment où elle-même s’affirme et s’agrandit). Mais quand il s’agit de la destitution d’une figure politique adverse, quand il s’agit de retirer la capacité de décider d’une guerre – capacité politique s’il en est – à un pouvoir non-inféodé à l’ordre mondial⁵, cela est-il toujours politique ?

Posons le problème autrement. Si les cadres policiers s’accommodent de la subsistance de la politique, c’est que celle-ci, menée par des pouvoirs conservateurs ou ultra-, peu enclins à la justice sociale, ne les met pas en péril. Sans peine, la question politique est reprise et réinscrite dans un cadre policier et juridique. La guerre préventive acquiert sans difficulté le sens d’une guerre policière prévenant toute éventualité d’une véritable guerre politique (celle dont était susceptible Saddam Hussein). Au moment de l’Irak, les débats d’avant-guerre ont bien vite été relayés par les nécessités dites « d’après-guerre » de remettre la société en état de marche, et par le retour des Nations unies et de l’humanitaire, après une évic-

tion si brève : le temps d'une guerre d'un mois et demi. L'offensive à peine commencée, l'«après» était déjà d'actualité. Donald Rumsfeld comme l'ONU déclinaient, chacun de son côté, les scénarios au futur proche. Depuis, la mise en doute de la véracité des arguments sur les armes irakiennes de destruction massive et les actes de résistance ou de terrorisme n'ont fait qu'accentuer l'importance des Nations unies comme instance symbolique, organe de contrôle relayé par les humanitaires, et pouvoir idéologique incoercible – dût-il prochainement, pour d'autres raisons, être un fois encore floué. Il y a peut-être même à chercher dans cette situation d'autorité fragile une de ses conditions d'existence.

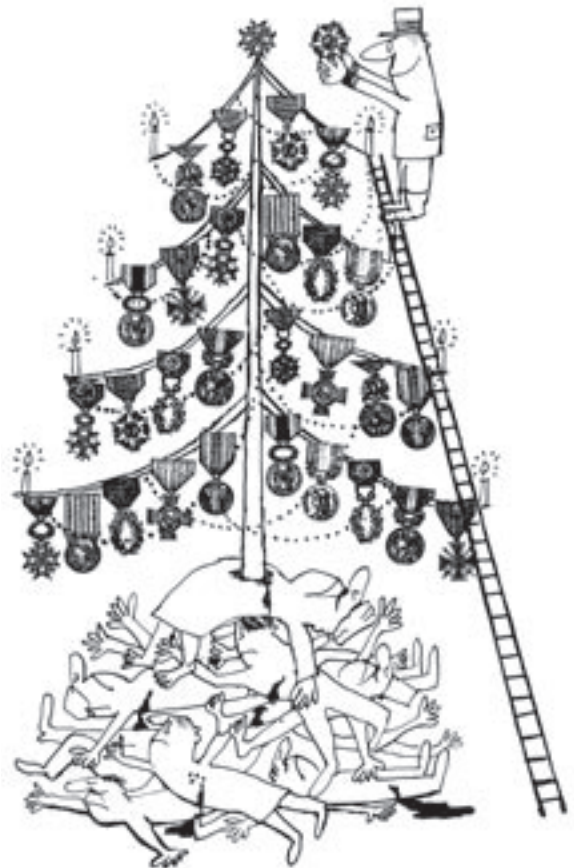
De nouvelles configurations

L'anéantissement de la figure de l'ennemi n'est pas seulement politique, il relève d'évolutions sémantiques et catégorielles, inaugurant un nouveau partage, où le couple moral innocent/coupable, emprunté au religieux et au juridique, tend à se substituer au couple schmittien ami/ennemi, issu de la politique, sans évincer ce dernier pour autant. Ces évolutions sémantiques ne relèvent du pouvoir politique que temporairement. Depuis la fin des années 1980, elles s'inscrivent dans une dynamique de réélaboration du sens qui touchent les pouvoirs, l'armée, la guerre et les victimes, et qui relèvent de logiques policières. Un processus se déroule sous nos yeux, c'est un tournant de la civilisation où la configuration des pouvoirs change et, en changeant, l'onde de choc d'autres sens se propage. En cela, plus qu'un ennemi effectif, au sens politique, le Rais était le représentant archétypique d'un chef d'État obsolète qui n'avait plus de signification véritable et pertinente que dans un cadre moral où il apparaissait alors monstrueux⁶. Ce cadre est le prisme à travers lequel la réalité de ce conflit a été donnée à lire.

Il n'y a pas d'évolution des structures et des formes de pouvoirs qui ne s'accompagne d'évolutions sémantiques qui non seulement les signalent, mais aussi les configurent. Cela demande entre autres de considérer comment évoluent les représentations stéréotypiques de ceux qui incarnent le pouvoir. Renverser la statue du Rais ne valait pas seulement pour symbole d'une victoire mise en scène comme le furent, en 1945, les drapeaux plantés à

6 – Déjà en 1991 lors de la guerre du Golfe, lorsque, avant le déclenchement de l'offensive, Saddam Hussein était apparu à la télévision avec un petit enfant américain faisant partie des otages dont il voulait se servir comme «bouclier», il avait déjà endossé l'image de l'ogre.

Dessin de Siné,
Siné-Massacre, n° 1, 1962





NOUS DEVIONS VOUS ENVOYER
DES BOCHES -
NOTRE ORNATEUR S'EST TROMPÉ -
NOUS SOMMES NAVRÉS -
AU PROCHAIN RAID, NOUS
VOUS PROMETTONS QUE
L'ERREUR SERA
REPARÉE -

Iwojima, par les Marines, et sur le Bundestag, par l'Armée rouge. Renverser la statue exprime la volonté de mettre fin au pouvoir de celui qui occupe la place du tyran, contiguë de celle du dictateur ou du meneur (Saddam Hussein a régulièrement été comparé à Hitler et à Staline) au profit du modèle universel de la démocratie marchande⁷. Il s'agit de la disparition progressive de toute figure charismatique qui puisse polariser des signifiants patriarcaux, qui puisse receler la transcendance terrifiante ou rassurante, parfois terrifiante *et* rassurante, des leaders du XX^{ème} siècle. Quel homme d'État correspond encore à ces modèles ? Ni Chirac, ni Blair, ni Poutine, ni Bush. Leur « image » est trop façonnée par les spécialistes en communication et leurs maladroites occasionnelles ne laissent percevoir aucune puissance qu'il garderait en réserve. L'homme politique actuel ressemble plus à un Messier, à un Lagardère ou à un Pim Fortuyn. Berlusconi est un autre exemplaire du genre.

Les statues, les grands défilés militaires, les démonstrations de force et toute monumentalisation du pouvoir en général ont, tantôt progressivement, tantôt par à coup, disparu de l'espace où elles cherchaient à justifier leur nécessité : notre champ de vision. Un transfert s'est opéré de la démonstration ostentatoire de la force à la mise en représentation de la faiblesse, faiblesse dont l'incarnation par excellence est assurée par les flux de populations déplacées, réfugiées, blessées, affamées et malades des pays sous-développés qu'on nommait jadis « tiers-monde » ; flux subsumés sous la catégorie de la victime.

D'ailleurs, dans le même temps que la configuration des pouvoirs politique, économique et médiatique a changé, les populations civiles ont perdu la possibilité d'accéder à un statut de sujet, comme ce fut nombre de fois le cas au XIX^{ème} et au XX^{ème} siècle, pour être objet, cible, enjeux des guerres, des violences politiques et des politiques racistes, du terrorisme et, aujourd'hui, des nouvelles guerres – et se retrouver secourues par l'humanitaire. Dire cela, ne signifie pas seulement que le progrès marque l'histoire d'une succession de catastrophes (la métaphore benjaminienne de l'ange de l'histoire). Dire cela, ne doit pas limiter la réflexion aux questions morales ou pratiques que pose le devoir d'assistance aux populations en détresse, ni même aux questions que pose la réparation des torts causés. C'est tout le système de nos représentations qui a glissé pour que les victimes civiles y occupent une place centrale avec ceux qui les secourent, nouveau tandem. Pour cela, il a fallu que les guerres elles-mêmes changent, stratégiquement, technologiquement, démonstrativement.

Avant même que, le 1^{er} mai, sur le porte avions Abraham Lincoln, face à une batterie de caméras et le dos à la mer, Bush déclare : la guerre finie, une série d'événements confirmait que les moyens attendus étaient ceux de la mise en ordre policière. D'abord, il y a eu les pillages. Ceux-ci appelaient en réponse la

7 – Sur ce point, que Bush et les lobbies qui le soutenaient aient poursuivi des intérêts économiques, cela n'est en contradiction avec l'universalité démocratique qu'à un niveau superficiel et extrêmement contingent.

restauration d'une force de police locale (l'armée américaine ne se cantonnait plus qu'à un rôle d'encadrement, incapable d'affronter le désordre populaire sinon en tirant sur les foules). Ainsi, c'est la police non épurée, ou si peu, de l'ancien régime qui a repris du service, scénario classique. Du même coup, les Irakiens, surtout les Bagdadis, ont été identifiés à une population de pillards, ce qui légitimait l'intervention policière autochtone, en particulier, et américaine, en général. Finalement, de la tête du régime jusqu'aux bas fonds de la populace : tous des hors-la-loi à remettre dans le droit chemin ! Sur ce point, les médias européens, qui avaient affiché tant de scrupules pour se démarquer des journalistes à la botte de la coalition, n'y sont pas allés à moitié. Les unes des journaux et les actualités télévisés n'ont pas lésiné à montrer femmes et enfants et gens de toutes sortes les mains et les poches pleines. Double ambiguïté, donc, de la zone grise d'où renaît la police, et de la construction d'une représentation du peuple qui relègue celui-ci à la délinquance urbaine.

Ensuite, il y eut la découverte de vrais massacres : les charniers de la répression de l'après-guerre du Golfe. Le caractère criminel du gouvernement de Saddam Hussein était confirmé dans l'actualité comme il l'avait été par les gazages des Kurdes de El-Habja, en 1988. Après la police, c'était le droit et la mémoire des disparus qui étaient convoqués. Une autre ambiguïté apparaît alors. En effet, à l'échelle locale, au même titre que les Kurdes, les Chiites savent que, en 1991, ils se sont fait massacrer parce que le Haut-commandement US les a abandonnés. En revanche, à l'échelle mondiale des médias, les responsabilités américaines font bien moins sens sur ces événements que les preuves de barbarie fournies par la découverte des squelettes mutilés crevant les sacs plastiques qu'affichent presse et TV. La preuve a une force victimaire symbolique qui consacre le Rais en criminel, plutôt qu'en tyran. L'humanitaire et les droits de l'homme reprennent leurs droits dans une société civile qui se reconstitue, sans que la guerre l'ait véritablement défaite. Trait là aussi caractéristique de la nouvelle guerre.

Haute et basse

Il a beaucoup été question de la police. Mais, le terme prête à équivoque si l'on ne lève pas la connotation péjorative qui lui est généralement attribuée. C'est à ce titre que la réflexion de Jacques Rancière et ses développements de l'interprétation foucauldienne de la police⁸ sont particulièrement éclairants. Avec lui, la signification de la police se dédouble et renseigne sur les deux pôles qu'elle occupe dans la société, pôle entre lesquels se déploient et entrent en jeu une quantité de niveaux, plus ou moins gris et plus ou moins fonctionnels.

8 – Cf. Jacques Rancière, *La Méésentente*, Paris, Galilée, 1995.



Martha Rosler, *Beauty-Rest*,
 extrait de la série *Bringing
 The War Home: House Beautiful*,
 1967-72, photomontage imp.
 comme photo couleur,
 éd : 10 - 61 x 51 cm

Il y a la basse police. C'est elle que l'on imagine le mieux. Elle veille à maintenir l'ordre dans la société, en prévenant et réprimant les désordres, quelle que soit leurs raisons. Pour cela, elle peut investir n'importe quel espace ; l'on voit d'ailleurs qu'avec l'actualisation récente du spectre terroriste plus aucune frontière, nationale ou privée (sa valise, le coffre de sa voiture, son domicile) ne lui résiste. Elle a la force. Elle est même la force. Ce qu'elle partage avec l'armée. Mais l'armée a pour acquis une réserve d'imaginaires mythiques, épiques, héroïques bien supérieure à la police, et qui lui confère toujours plus de sens que celle-ci.

Il y a la haute police. Celle-ci n'est pas forcément assurée par un ensemble d'entités physiques ou technologiques comme la première, elle passe par des techniques, des procédures, des institutions et des agents dont les vocations et fonctions sont plutôt préventives que répressives. Elle a pour tâche d'ordonner les émotions, d'en instituer et pérenniser l'ordre, d'en réguler les déplacements, d'en normaliser les nouveautés, d'assurer le partage du sensible suivant les modalités cognitives et esthétiques. Sans poursuivre plus sur la complexité des dispositifs qui, ressortissant à la haute police, couvrent et contiennent l'ensemble de la société, c'est là, précisément, que l'humanitaire trouve sa place et sa fonction (l'une et l'autre ne sont pas a priori politiques). Mais de quel « humanitaire » parle-t-on ?



Loutal (La guerre vue par),
Magazine Littéraire,
n° 378, « Écrire la guerre »,
juillet-août 1999

L'humanitaire n'est pas limité aux nombreuses ONG qui le composent et aux acteurs qui y œuvrent. Parallèlement à l'ampleur géographique et logistique qu'il a acquise depuis les années 1980, il a pris une fonction idéologique et une dimension institutionnelle qui le font agir directement sur les représentations de la violence et sur leurs catégories. Assurer cette fonction n'est possible à l'humanitaire que parce qu'il est progressivement devenu un champ autonome produisant ses propres discours et représentations et, à la fois, une clé de voûte du système planétaire d'administration de la détresse des populations civiles. Cela ne le met pas à l'abri d'être

un instrument à des fins politiques, il n'est pas non plus protégé de sa récupération comme label. Mais il se ne réduit jamais à n'être ni l'un, ni l'autre.

L'humanitaire constitue un champ de force sémantique qui, bien que sans cesse exposé à la critique, n'a pas la fragilité des organisations intergouvernementales trop proches des États et pas assez de la « société civile ». Son ancrage dans le terrain par l'action même et son capital symbolique sans pareil dû à la reconnaissance de son savoir-faire en matière de sauvetage lui donnent un sens et un pouvoir de faire-croire que sont loin d'égaliser les organismes relevant de la justice des droits de l'homme (TPI, CPI, etc.). Dans une société caractérisée par l'altération des liens sociaux, ce n'est pas un hasard si le thème de la solidarité est devenu fédérateur et s'il est porté par l'humanitaire et l'imaginaire de l'engagement qu'il polarise.

En outre, de nombreuses ONG ont pour fonction principale de dénoncer les atteintes aux droits de l'homme ou les entorses faites à la transparence, comme Amnesty international, Human Right Watch, Transparency international. Avec elles, l'humanitaire devient un opérateur très efficace pour construire la vision d'un monde de justice et pour appliquer cette vision à l'actualité (appliquer, aux sens de recouvrir et de mettre en pratique). Mais se découvre ici aussi la fonction la plus péjorativement « idéologique » d'un humanitaire qui, au cœur des dispositifs de maintien de la paix et de développement, reproduit des divisions et entretient des mécanismes de discrimination et de domination aux antipodes de l'avenir que sa présence semble prédire⁹.

L'humanitaire désigne, connote de ses valeurs, institutionnalise les standards avec et par lesquels sont montrées les populations en détresse et ceux qui viennent les secourir. De la sorte, il fournit une représentativité aux acteurs justifiant leur action, représentativité qui est également porteuse et divulgatrice de schèmes caractéristiques de la culture occidentale telles que la culpabilité, l'eschatologie, le sauvetage, la rédemption. Questions que nulle autre idéologie ne prend plus en charge. Il a le monopole, polarisé par la figure du sauveteur, des pratiques qui visent à réparer les violences collectives subies. C'est pourquoi les guerres sont désormais, en tout ou en partie, des guerres humanitaires.

Une guerre aujourd'hui, qu'elle soit explicitement humanitaire (le Kosovo en 1999), contre le terrorisme (l'Afghanistan en 2002), préventive (l'Irak en 2003), ne va jamais sans un ensemble de discours de justification étayés par l'argumentation humanitaire et illustrée par sa pratique. Alors que les interventions de l'OTAN au Kosovo et des forces dites de la coalition en Irak se sont passées du blanc-seing onusien, jamais, ni avant, ni après, la question humanitaire n'a été remise en cause, ni négligée. Nul autre que l'humanitaire semble habilité à évaluer les souffrances, et surtout pas la

9 – « Les nouvelles politiques d'une éthique universelle sont mises en œuvre au niveau local à travers des procédures de contrôle de l'espace urbain, ce que l'on observe dans les villes de Tirana et de Pristina. Ainsi, durant les deux dernières années, au centre d'une Pristina in extenso ethnicisée, un projet de paix fort ambigu a transformé le paysage quotidien : sous l'action des nouvelles stratégies humanitaires-militaires, des barrières se sont hérissées, des barbelés, des aires ont été militarisées », écrit Mariella Pandolfi. À Tirana, en Albanie, les résidences des hautes fonctionnaires de l'ancien régime passent, explique-t-elle, « une à une aux mains des fondations, des donateurs, des ONG, du Fonds Monétaire International, de la Banque Mondiale, du DHL, des agences des Nations Unis, etc. » ; logique qui laisse également libre cours, entre autres, aux spéculations immobilières. Mariella Pandolfi, « La ligne de Théodose et le fil barbelé de l'OTAN : idéologies et pratiques humanitaires en Albanie et au Kosovo », *Discours Social*, volume VI (« La Chute du mur de Berlin dans les idéologies », dirigé par Marc Angenot et Régine Robin), 2002, p. 119-131.

politique. C'est pourquoi, pour parler des souffrances qui occupent l'actualité, les politiques convoquent l'humanitaire – quand ils ne l'invoquent pas.

C'est en ce sens que, objectivement, il devrait désormais être moins question de «l'humanitaire dans la guerre», comme le faisait penser l'épopée de Dunant et de la fondation de la Croix-rouge, que de «guerre dans l'humanitaire». La politique, ni la guerre ne peuvent plus être comprises sans être replacées dans un cadre d'interprétation déterminé par des logiques de reconfiguration des pouvoirs où l'humanitaire est central. Comprendre ce que la guerre signifie aujourd'hui, c'est comprendre les enjeux de la guerre non comme événement absolu et fantasmatique de la destruction, mais comme fait relatif autant à la double question de la représentation et de la présence des populations, qu'à des intérêts économiques – le pétrole, la drogue, l'eau, que sais-je ? C'est là que la représentation humanitaire prend sa fonction de haute police qui est de réguler les flux hétéronomes des victimes, et les flux émotionnels que celles-ci suscitent, ce que la basse police n'est pas à même d'assurer.

Le partage des victimes

Dès lors que guerre et politique sont inscrites dans un cadre normatif policier, que la police, c'est la guerre et la politique continuées par d'autres moyens, que la police (basse et haute) est comprise comme le maître d'œuvre de la rationalisation des émotions, le partage des victimes prend forme. Cette mise en ordre, avec les processus de division, de distribution, de classement que suppose tout partage, est toujours aussi une remise en ordre suivant l'évolution du rapport entre violence et représentation et selon les objets et les enjeux que l'une et l'autre se donnent¹⁰.

À condition qu'elle existât et que l'on puisse la consulter, une petite histoire moderne des victimes civiles démarrerait au XIX^{ème} siècle dirait que les représentations de victimes se bornaient alors aux militaires, n'apparaissant que rarement blessés sur les premières photos de guerre¹¹. C'est avec la Commune de Paris que des victimes civiles sont représentées. Mais elles sont un peu spéciales : elles résistent à l'ordre établi ; ce sont des civils «politiques», non les personnes désarmées et vulnérables que l'on reconnaîtra dans les «victimes civiles». Cette histoire traverserait ensuite le XX^{ème} siècle, la représentation des victimes civiles y compte des moments décisifs avec les révolutions, les guerres impérialistes et civiles, les camps de concentration et d'extermination, les guerres de décolonisation.

Depuis 1914-1918, l'importance de la victime civile ne cesse de croître, tantôt dans le cadre des humanitaires, tantôt dans le cadre de manipulations idéologiques, tantôt sur l'écran des Actualités

10 – Peut-être cette mise en ordre – l'idée qu'elle puisse s'accomplir – est-elle d'ailleurs devenue, entre la fin du XX^{ème} siècle et le début du XXI^{ème}, l'utopie de notre temps, l'utopie qu'il nous reste ? Mais c'est alors une utopie aporétique en ce qu'elle adhère au présent, qu'elle le phagocyte, ne lui laisse plus le temps d'être autrement – d'être, par exemple, politiquement.

11 – Cf. Thérèse Blondet-Bisch, Robert Frank, Laurent Gervereau, et al., *Voir, ne pas voir la guerre. Histoire des représentations photographiques de la guerre*, (catalogue d'exposition), Paris, BDIC/Somogy, 2001.

télévisées. Plus les civils sont visibles, moins les guerres sont montrées et, partant, plus les victimes militaires sont retirées de la circulation des images. Sur près d'un siècle, la représentation de la victime militaire a progressivement disparu. Y a-t-il là l'expression d'un partage entre ceux pour qui la représentation est possible et vraisemblable, et ceux pour qui elle n'est pas admise, selon que les uns sont jugés inoffensifs, les autres, dangereux ?

Aux avant-postes de la misère du monde, l'humanitaire est le mieux placé pour prendre en charge non seulement les populations en détresse, mais aussi leur mise en scène dans un cadre moral. C'est ce que les journalistes ne parviennent pas à assurer de façon aussi fiable, tant ils sont eux-mêmes exposés au risque de manipulation et hantés par celle-ci, tant ils sont également sujets aux logiques fonctionnelles de leur propre champ qui les rend tributaires de l'événementialisation et du scoop à outrance. C'est d'ailleurs pourquoi les journalistes se rapprochent souvent des humanitaires, les courtisent et en appellent à eux pour cautionner des faits, valider des témoignages ou, directement, pour témoigner.

L'humanitaire se retrouve en position d'opérateur de visibilité. Il pourvoit la représentation de la victime en valeurs, se met en scène auprès d'elle, la transforme en symbole. Mais que la représentation humanitaire existe n'est pas le simple fait des humanitaires. C'est le résultat du croisement et de la combinaison de l'idéologie humanitaire et des pratiques de différents acteurs : humanitaires eux-mêmes (du terrain jusqu'aux sièges), journalistes et photojournalistes, publicitaires, lesquels effectuent, chacun à sa façon, un travail d'information, donc de mise en forme et de communication ¹².

12 – Je laisse ici l'approche de la dimension publicitaire qui déborde le présent sujet ; elle est analysée dans Philippe Mesnard, *La Victime écran. La représentation humanitaire en question*, Paris, Textuel, 2002.

La représentation humanitaire de la victime

Lorsqu'«un Don McCullin ou un Raymond Depardon débarquait au Biafra, il ne parlait pas d'humanitaire. Il s'en allait photographier la guerre toute crue», explique Edgar Roskis ¹³. Même si le sans-frontiérisme naît avec le Biafra, la réalité humanitaire du monde ne s'impose qu'une quinzaine d'années plus tard, lorsque la représentation de la «victime humanitaire» tend à se généraliser à l'ensemble des victimes de violences collectives. La division et la distribution des degrés de visibilité des victimes passent alors par la répétition d'un nombre discret de standards visuels qui, en construisant la dramatisation du cadre, s'adresse au grand public en lui délivrant le Plus Petit Dénominateur Commun de la souffrance. C'est ainsi que le choix de l'«image poignante» est lui-même déterminé par des thématiques dont les principales sont : en référence aux camps nazis, le corps décharné du déporté, le crâne rasé, les barbelés, les charniers dans une fosse, sur le sol ou poussés par un

13 – Edgar Roskis, «Vers un photojournalisme assisté?», *Contre Jour*, numéro spécial «La photographie humanitaire», avril 1995, p. 44.

bulldozer, ou bien, en référence à la culture chrétienne (religieuse et artistique), des visages cadrés serrés les yeux levés vers le haut avec une lumière en surplomb, des corps les bras en croix ou portés par des proches, des *mater dolorosa* avec ou sans enfants. Ceux-ci peuvent figurer seuls, sales, des mouches sur le visage¹⁴, dans ce cas, c'est un imaginaire colonial qui est convoqué.

Une analyse, même brève, met en évidence que ces standards reposent sur un premier leurre. Ces images prennent leurs valeurs au moment où elles sont assujetties à du texte qui vient surexposer les symboles qu'elles renferment et les faire parler. En cela, la représentation n'est pas aujourd'hui le règne du visuel, de même la définir comme lieu de la mimésis n'est plus suffisant. Dire qu'elle est l'espace normatif où le visuel est maîtrisé par la rationalité logocentrique, complète sa définition. De là, il faut aussi ajouter que la question de la référence et du symbole y sont en jeu en ce que la représentation fait sens par d'autres voies, généralement connotatives, que ce qu'elle semble donner à voir directement.

Aussi est-ce une erreur de penser que le monde déborde d'images (visuelles, médiatiques), quand celles-ci sont systématiquement débordées par le *legendum*¹⁵ et toutes les batteries possibles de para- et métatextes qui en exténuent la richesse. À ce titre, plutôt que de visibilité, il s'agit la plupart du temps de lisibilité. C'est pourquoi, on ne peut simplement dire, comme je l'ai fait plus haut, que l'humanitaire est un opérateur de visibilité des victimes, sans ajouter qu'il est un agent de lisibilité. Plus exactement, c'est un agent qui assure le passage des victimes, d'un plan de visibilité – il les fait souvent découvrir ou atteste de leur réalité – à un plan de lisibilité. Il leur affecte un sens en tant que représentation. Cette transposition a plusieurs conséquences, notamment, la stigmatisation, la fonction écran et l'affectation de valeurs.

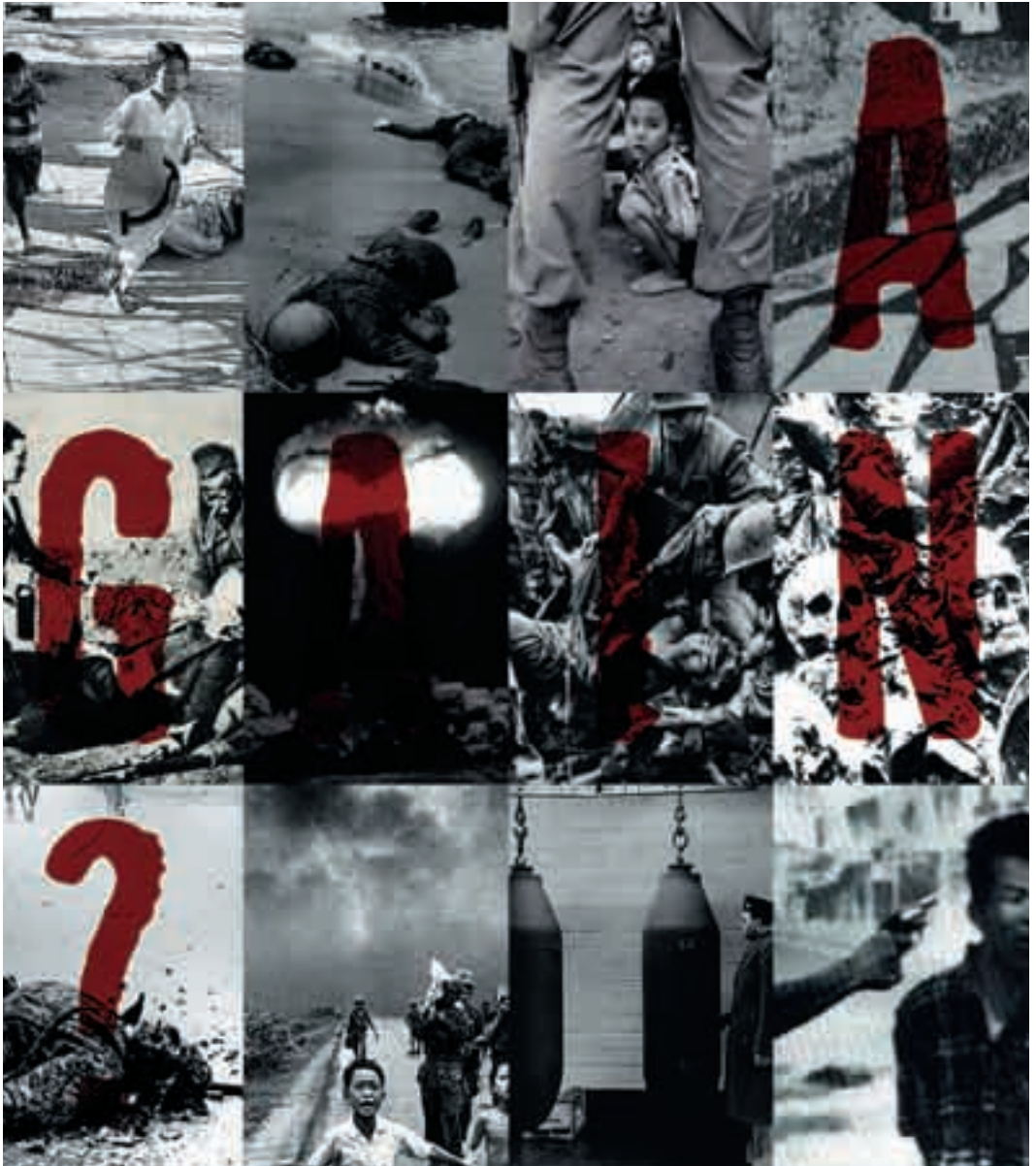
La stigmatisation assigne les personnes qui ont subi des violences à une identité victimaire qui les dépossède en tout ou en partie de leur biographie et de leurs repères socioculturels. La reconnaissance stigmatisante les enferme dans une représentation qui conditionne non seulement leur image, mais aussi la dynamique interactive dans laquelle est entraîné leur comportement. Parce qu'elle repose sur une esthétique confinant au kitsch, cette reconnaissance court-circuite également les capacités de compréhension des spectateurs, les assignant de leur côté à une position sans nuance et souvent dénuée d'autonomie de jugement.

Cela rejoint la fonction écran dont les conséquences se sont chaque fois avérées meurtrières parce que l'afflux des humanitaires masquait la continuation, voire l'amplification de crimes, parfois sur les populations mêmes qu'assistaient les humanitaires (Rony Brauman¹⁶). Les déplacements de population en Éthiopie, en 1984, la corruption dans les camps de réfugiés au Zaïre, lors du génocide

14 – Je n'insiste pas sur les codes spécifiquement techniques notamment analysés par Gilles Saussier (« Situations du reportage, actualité d'une alternative documentaire », *Communications*, n° 71, 2001, p. 307-331), Edgar Roskis (« Tant de clichés et si peu d'images... », *Le Monde Diplomatique*, janvier 2003, n° 586, p. 16-17) ou Michel Guerrin (*Le Monde*), mais sur les codes culturels qui donnent un sens à la construction référentielle. Aller plus avant dans cette direction demande de prolonger l'analyse en reliant ces codes aux particularités des différents imaginaires des spectateurs.

15 – « Paradoxalement, le monde de l'image est dominé par les mots. La photo n'est rien sans la légende qui dit ce qu'il faut lire – legendum –, c'est-à-dire, bien souvent, des légendes, qui font voir n'importe quoi », écrit Pierre Bourdieu, in *Sur la télévision* (suivi de *L'emprise du journalisme*), Paris, Liber, 1996, p. 19.

16 – Pour une analyse critique de ces faits et de leurs conséquences, en lien avec la présence d'humanitaires sur le terrain comme à l'écran. Cf. les ouvrages incontournables de Rony Brauman, *Le Crime humanitaire*, Paris, Arléa, 1993 ; *Devant le mal. Rwanda. Un génocide en direct*, Paris, Arléa, 1994 et *Humanitaire. Le dilemme*, Paris, Textuel, 1996.





Affiche contre la guerre du Viêt Nam, imprimée deux ans après le massacre de My Lai par un bataillon de l'armée américaine. À un soldat qui, plus tard, avait accepté de témoigner devant la télévision, un journaliste avait demandé : « Et les bébés aussi ? » « Oui, les bébés aussi » avait répondu l'ancien GI.

Ronald L. Haebler/The Art Worker's Coalition, *Q. And babies? A. And babies.* 1970, Lithographie offset (in William A. Ewing, *Le Siècle du corps*, Paris, La Martinière, p. 144)

17 – Jean-Hervé Bradol, « Le label humanitaire », *Mouvements*, n°12 (« Humanitaire : la Politique du moindre pire ? »), novembre-décembre 2000, Paris, La Découverte, p. 59-67.

du Rwanda ou, en 1995, les massacres de Kibeho¹⁷, au Rwanda, et de Srebrenica, en Bosnie, comptent parmi les exemples les plus désastreux de l'aide humanitaire et des périmètres de sécurité sous mandat des Nations unies.

Avec la question de l'affectation de valeurs, c'est encore une autre logique de distribution qui est en cause. Elle répond au parti-pris du genre. En effet, les femmes et les enfants sont généralement préférés aux hommes, ou bien ceux-ci sont dans un tel état de délabrement physique que tout potentiel combatif, voire toute masculinité, leur est retiré. Plus loin que la connotation religieuse, on assiste à une mise en scène de la faiblesse, de la vulnérabilité et, de façon plus implicite, de la passivité face au destin dont les modèles sont féminins et enfantins. Ainsi, la représentation des victimes et la place centrale qui leur est attribuée dans l'idéologie contemporaine œuvrent à une remise en ordre des catégories et des valeurs de l'action, tout en renforçant les clichés modernes du genre.

Si la passivité et la vulnérabilité sont au centre, c'est qu'elles permettent notamment d'élever la figure du sauveur métaphorisée, certes, par l'humanitaire, mais aussi par le soldat et par le pompier « américain », lequel est devenu, avec le 11 septembre, une idole vivante. On retrouve ici la question de la remise en ordre sémantique.

tique dont l'humanitaire est le principal agent. Le héros n'est plus le valeureux combattant, pas plus que la gloire aux maîtres se célèbre par l'érection de statues. Que le temps soit venu d'abattre ces dernières signifie que la puissance ne s'exprime plus à travers le monumental, mais à partir de l'instauration d'une transcendance paradigmatique dont la victime est, à la fois, centre de gravité et prisme dans la nouvelle (di-)vision du monde qui s'y fonde. Ce nouvel ordre concerne pleinement les enjeux militaires et la perception de la guerre.

De bonnes et de mauvaises guerres

La guerre humanitaire et son corollaire la guerre contre le terrorisme ont relayé la guerre juste. On les baptisera «*guerres propres*» par opposition aux «*guerres sales*», expression très utilisée dans les médias depuis quelques années.

L'expression «*guerre sale*», *Dirty war* en anglais, désigne en partie ce qu'autrefois on appelait guerre civile. C'est ce qui, depuis plus de dix ans, a dévasté la société algérienne – en France, l'expression semble d'ailleurs avoir été utilisée à cette occasion – ou la Colombie, l'Angola, le Libéria, la Sierra Leone, le conflit d'ex-Yougoslavie... Ces guerres durent longtemps et les victimes civiles en sont les cibles, ce qui fait d'elles l'inverse symétrique des guerres humanitaires. La «*guerre sale*», dans laquelle serait classé le terrorisme, compte peu de batailles, beaucoup de massacres et, du côté des forces légales ou dites comme telles, des opérations de ratissage qui permettent de renforcer le contrôle policier du social. Les actes y sont généralement d'une grande violence et sans règles aucunes, contrairement à l'idée de la guerre et de ses codes. Dès lors, il est facile de concevoir comment, à partir de la reconnaissance de la guerre «*sale*» et «*propre*», se décline un autre partage que celui des victimes, celui des militaires.

Bien que les armées africaines, orientales ou slaves aient toutes été, selon les époques et les intérêts poursuivis, entretenues et épaulées par des puissances occidentales, elles sont aujourd'hui reconnues pour être des foyers de barbarie, de cruauté, de sauvagerie. Vivant, leurs soldats sont encore montrables. Le commentaire qui les accompagne ou la façon dont ils sont saisis par la caméra renforcent l'idée qu'ils n'ont pas atteint le même

Affiche républicaine :
«*Assassins ! Qui, après avoir vu
cela, n'empoignera pas son fusil
pour combattre
le fascisme meurtrier ?*»



degré de civilisation que le combattant occidental. Le Noir africain est primitif, rémanence effrayante d'un imaginaire coloniale enrichi de l'imagerie sur les tirailleurs sénégalais de «14». Musulman, le voilà chef de guerre ou de tribus, obscurantiste, fanatique. Le Slave : criminel et mafieux, généralement violeur ; au Kosovo, seuls les Serbes étaient des méchants. Mort, le militaire ennemi pose d'autres questions abordées plus bas. À y regarder de près, les caractères qui lui sont attribués, son exotisme, son a-incivilité sont proches de ceux induits par la stigmatisation des victimes.

De l'autre côté de cette frontière, veillent le casque bleu, le militaire mandaté par l'Otan, l'Américain, le Britannique, le Français, acteur de guerres «*propres*» qui s'ancrent profondément dans le mythe chevaleresque d'une violence contenue, maîtrisée, fidèle aux codes de l'honneur, dont la continuité est assurée par la précision technologique des «*frappes chirurgicales*». À ce titre, on notera que celles-ci autant que l'usage de «*propre*» appartiennent à un lexique hygiénique qui, par contiguïté, n'est pas loin de la médecine humanitaire. La guerre propre a cependant un caractère duplice. Elle est à la fois un mythe – une guerre est meurtrière, sanglante, cruelle – et une nouvelle réalité. C'est un mythe qui, en Allemagne, a longtemps été illustré par l'idée qu'il y avait eu, durant la seconde guerre mondiale, une «*Saubere Wehrmacht*» (une Wehrmacht propre). Jusqu'au moment où s'est tenue, de 1995 et 2000¹⁸, l'exposition *Vernichtungskrieg. Verbrechen der Wehrmacht 1941 bis 1944*. Là, les spectateurs découvraient que sur le front de l'Est, nul soldat n'était à l'abri du soupçon d'être responsable ou complice de la mort de populations civiles ou de prisonniers soviétiques. En France, la situation était différente. On savait que l'armée française avait commis des crimes en Algérie. Mais c'était un savoir dénié et diffus à la fois qui n'a donné lieu à aucune révision de l'histoire, malgré les déclarations récentes sur les tortures pratiquées par l'armée.

Pourtant, nouvelle réalité, depuis le conflit en ex-Yougoslavie et le génocide du Rwanda, les guerres menées par les coalitions des pays développés revendiquent d'être moins cruelles et destructrices que l'idée de «guerre» le laisserait entendre. Cela ne signifie pas que les civils soient systématiquement épargnés, mais que leur nombre est limité, voire inintentionnel – ce que veut exprimer l'expression «*dommages collatéraux*» –, contrairement aux autres guerres. À côté de quoi, quelle que soit la guerre, l'humanité des militaires qui s'affrontent n'a pas la même valeur s'il s'agit d'un soldat occidental, ou d'un soldat de l'armée incriminée. La guerre elle-même est peu montrée. Une première raison à cela tient, du côté des puissances occidentales, à la formidable avancée technologique qui fait privilégier la guerre aérienne et réduire les occasions de ces affrontements grandioses et mythiques que l'histoire a connus. Ces affrontements extrêmement meurtriers appartiendraient au

18 – Conçue et organisée par des historiens du *Hamburger Institut für Sozialforschung*, sous la direction de Jan Philipp Reemtsma. Elle est de nouveau exposée sous une forme un peu différente ; en été 2002, elle était à Leipzig.

passé au regard de doctrines comme celle de «*zéro mort*», sur ce plan aussi on note une démonumentalisation de l'histoire. En réduisant le nombre de morts de son côté, les forces occidentales s'exposent moins à ce que l'on appelle le syndrome du Viêt-nam : l'effet extrêmement négatif qu'a provoqué sur l'opinion publique le retour des «*bodybags*» contenant les corps des jeunes GI, et les reportages des photoreporters sur les atrocités commises sur les civils.

Si le gouvernement américain s'est passé de l'assentiment de quantité de nations pour intervenir en Irak, il est évident que le soutien de la majorité des américains lui était essentiel pour légitimer son action. On reste ici dans des mécanismes classiques qui consistent à éviter de montrer les dégâts causés par l'adversaire sur ses propres forces, à l'évidence «*toujours victorieuses*». Mais est-ce toujours, comme de par le passé, un atout de montrer l'ennemi fait prisonnier ? De même que les Nord-vietnamiens exhibaient les aviateurs américains dont ils avaient abattus les avions, de même, les forces irakiennes n'ont pas hésité à présenter à l'écran des soldats américains sitôt faits prisonniers. En revanche, du côté des puissances occidentales, il n'est pas bon de présenter à quel point, même chez l'ennemi, une guerre est meurtrière. Cette évolution a été enregistrée lors de la guerre des Malouines, en 1982 ; l'accès aux journalistes au terrain était extrêmement réduit. En Afghanistan, en 2001, ils n'ont pratiquement rien pu voir de l'action des commandos, contrairement à ce qui avait été annoncé.

En Irak, l'absence d'images de guerre a été conditionnée par l'embrièvement de 600 journalistes placés sous le contrôle de la coalition, mais aussi par le peu d'affrontements avec une armée irakienne défaite, dont les généraux auraient été corrompus, a-t-on appris. Les «*véritables*» batailles ne sembleraient plus accessibles que de deux façons. D'une part, la presse a régulièrement reproduit des schémas de ce que pouvaient être ou auraient dû être les combats (surtout à propos des hypothétiques «*combats de rue*» de la prise de Bagdad) ; sinon, le lecteur était régulièrement tenu informé par des croquis des derniers raffinements militaires – un phénomène analogue a eu lieu en 1991 durant la guerre du Golfe. D'autre part, le deuxième mode d'information est virtuel. Il se fait à partir des consoles vidéo

Helios Gómez,
Évacuation, 1937





où se mèneront des guerres fictives inspirées par l'Irak que les fabricants ont déjà mis sur le marché¹⁹. On joue sur une distribution du visible beaucoup plus que sur le règne de l'invisible. C'est pourquoi la sophistication du paradigme militaro-technologique dont résulte la discrétion des forces ne va pas sans la promotion publicitaire de la nouvelle « image » de l'armée, en habit de sauveteurs.

L'habit de sauveteurs

Non seulement la guerre change, mais l'armée est en pleine mutation. Elle est entrée dans le champ de la représentation humanitaire et de la légitimité que celle-ci lui confère²⁰. Les militaires se transforment d'autant plus en sauveteurs que leurs actions meurtrières sont de moins en moins données à voir, et ce serait céder à une fascination équivoque que de penser que la puissance militaire tient uniquement à la sophistication de la force, quand elle repose aussi sur la question des victimes. Avec ces dernières, s'établit une proximité entre humanitaire et militaire que la défiance générale des premiers vis-à-vis des seconds ne suffit pas à entamer. Plus les guerres ont acquis une réalité visuelle communicable par la presse, plus s'est posée, imposée la question du discours à tenir sur les victimes. Qu'il s'agisse de civils a, peu à peu, déplacé le sens de la guerre. Secourir les victimes, de plus en plus nombreuses, de plus en plus civiles, saisissantes par la détresse qui les accable, est devenu une nécessité contemporaine.

Un double mouvement contribue à cette survisibilité des victimes civiles. D'une part, les victimes militaires *seraient* de moins en moins nombreuses, et comme en corollaire, l'engagement d'une « guerre humanitaire » repose sur la protection ou la libération des populations (même si l'argument de la « libération » est spécieux). D'autre part, il reste aux journalistes à filmer les populations civiles, la réalité des batailles étant de plus en plus, pour eux, hors champ (hors des lieux d'affrontements et hors-champ de l'objectif photographique). C'est d'ailleurs pour cela que les journalistes « *embeded* » en Irak ne signifiaient pas, contrairement à ce qui avait été avancé, que la guerre serait montrée de plus près.

Déjà en Afghanistan, les photographes, explique Michel Guerrin, étaient réduits par les militaires des deux côtés, talibans ou américains, « à photographier des "stéréotypes" de la guerre et de la souffrance. À savoir des photos primaires qui se répètent, par leur motif et par leurs formes, d'un conflit à l'autre ; qui, sans mention de la date ou du lieu, seraient interchangeables ; des images qui, plutôt que d'informer ou de susciter la réflexion, renvoient le spectateur à des codes visuels qui renforcent ses convictions »²¹. Lors de la guerre d'Irak, les photos ont été en majorité celles de civils, ou bien de militaires américains en situation de porter secours.

19 – Dès mars 2003, une quinzaine de sociétés, dont Sony avec un jeu vidéo guerrier, ont déposé des demandes de brevet pour commercialiser des produits avec la mention « *Shock and Awe* » (nom de la doctrine du Pentagone appliquée en Irak).

20 – Nous n'entrons pas plus, pour des raisons de compétences, dans des considérations sur la professionnalisation des armées européennes, sur la création de forces spécifiquement européennes, sur l'augmentation considérable des budgets militaires ou sur l'abandon de la conscription, on peut néanmoins avancer que ce sont là des facteurs objectifs qui interviennent dans la question contemporaine de la représentation militaire.

21 – *Le Monde*, 16 novembre 2001.

On ne sait plus si les photo-reporters cherchent les morts innocents ou s'ils n'ont que cela à filmer. Ou peut-être se agit-il des deux explications à la fois? Il y a eu la photo d'un petit irakien amputés des deux bras à la suite d'un bombardement américain dans lequel il avait perdu toute sa famille. Maintes fois, elle a été vue. Au 20 heures de France 2 du 14 avril, le présentateur raconte même qu'il a perdu bras et jambes, peut-être en référence imaginaire à *Johnny Got is gun*, le film de Dalton Trumbo. De même, on peut se demander pourquoi John Moore (AP), photographiant la prise hautement stratégique du pont de Al-Hindya, montre des Marines en armes et, face à eux, une femme blessée sur le sol leur tendant les mains.

La bannière humanitaire est un objet de convoitise pour les militaires qui, relookés, n'oublent jamais de se présenter auprès des victimes. Cette vocation est même devenue un des critères publicitaires pour inciter les jeunes à s'engager, comme avec la campagne 2002 du ministère français de la défense où un militaire, vu de dos, tient dans ses bras un petit enfant africain, vu de face: «*Aujourd'hui, il faut faire la guerre aux conséquences de la guerre*», dit la légende. L'armée, de plus en plus requise pour des tâches de maintien de la paix, s'emploie à prolonger cette fonction de basse police par une autre, de haute police, qui touche à l'humanitaire, même si elle ne se substituera jamais à celui-ci. L'équation est simple, d'autant que le domaine de la guerre est bien un des plus sensibles pour la rationalisation des émotions. Même pour l'intervention en Afghanistan, alors que l'argument antiterroriste bénéficiait de l'assentiment de l'opinion mondiale, le gouvernement américain a éprouvé l'obligation de mettre en scène des parachutages de vivres dont l'effet, sur le terrain, était ridicule. Tout se passe comme si la guerre n'avait plus de réalité que pour les civils et que le bon militaire était le militaire bon.

Dans ce sens, la photo de couverture de *Libération* du 24 mars – journal que l'on ne soupçonnera pas de pro-américanisme – où des soldats américains portent un des leurs, blessé, est éloquente. Plus significative encore a été la mise en scène, filmée par l'armée américaine, du «véritable» sauvetage de Jessica Lynch, jeune GI de 19 ans faite prisonnière par les Irakiens et libérée par un commando. De même, le lecteur a trouvé dans *Die Zeit* (4 avril) et dans *Newsweek* (7 avril) deux soldats américains en humanitaire, chacun ayant un visage plutôt poupin chaussé de lunettes – contre-cliché du dur à cuire –, et dans leurs bras: un enfant.

La mise en scène de la guerre comme acte de sauvetage n'est pas nouvelle et son ampleur déborde l'actualité. Au tournant des années 1970-1980, des films généralement de médiocre qualité on mit en scène des opérations exécutées par des fiers-à-bras pour sortir des prisonniers yankees des griffes des Nord-viêtnamiens (jaunes, communistes et méchants). À côté de ceux-ci, de véritables

œuvres cinématographiques ont eu lieu avec, notamment, *Voyage au bout de l'enfer* de Michael Cimino (1978) ou *Apocalypse Now* de Coppola (1979)²². Il n'est pas indifférent qu'à la suite du désastre du Viêt-nam soit née une critique de la guerre, traversée par le thème du sauvetage – fût-ce, dans certains cas, à mauvais escient.

Deux décades plus tard, la portée critique des films appartenant au genre «film de guerre» a quasiment disparu, l'héroïsme victorieux est revenu, mais tout paré d'humanitaire. Ça commence à circuler, de façon indirecte, anecdotique parfois, presque innocente – ce qui est un très bon indicateur pour prendre la mesure des cadres du vraisemblable d'une époque. Si l'intrigue de *Il faut sauver le soldat Ryan* (1998), de Steven Spielberg, repose sur l'opération de sauvetage d'un soldat américain, il est également signifiant que les vingt premières minutes du film (la séquence du débarquement remarquée pour sa violence) accumulent de nombreuses occurrences de secours, avec l'apparition récurrente à l'écran de la croix rouge des infirmiers. *Kippour* (2000), du réalisateur israélien Amos Gitai, prend le parti de raconter la guerre israélo-arabe de 1973 (la plus meurtrière qu'ait vécue le pays) à travers l'histoire de soldats de Tsahal chargés de porter secours aux blessés.

Les Rambos sont à la retraite (s'ils ont suffisamment cotisé). Le couple soldat en péril/soldat qui sauve la vie a pris le pas sur le héros combattif. On risque sa vie pour la vie des autres, non pour anéantir celle de l'adversaire – sauf s'il est terroriste, auquel cas il faut l'exterminer, mais on sort ici du film «de guerre». L'avantage est que le soldat humanitaire est symboliquement toujours déjà victorieux. Le «soldat ne tue plus, il soigne», dit Roskies²³. Face à cela, de même que la «guerre humanitaire» a trouvé son corollaire avec la «guerre anti-terroriste», se développent les «forces spéciales» dont, en plus d'Hollywood, l'apologie est faite par les médias toutes tendances. Fantasma du Robocop – pendant sécuritaire de l'expert et du technicien qui ont relégué à l'arrière cours l'«*homo politicus*» – il protège celui qui porte le petit enfant dans ses bras. On est dans la configuration basse et haute polices : l'émotion est aux premières loges.

Du côté des «véritables» armées, cette mutation a pris forme dans les années 1990. Celles-ci ont accueilli, aux États-Unis et dans de nombreux pays anglo-saxons les *Civil affairs* et, en France, les Affaires civilo-militaires (ACM). Ces réformes ont été étayées par des approches théoriques où s'articulent militaire, politique et économique sur la base de concepts tels le *politic of coherence*, dans le cadre d'un rapprochement entre «*humanitarianism and foreign policy in the post-cold war era*»²⁴, ou le *multi-track diplomacy*; théories qui sont inscrites dans la logique de l'ingérence militaire et économique développée par les pays riches. Même si, en 1991, l'opération Provide Comfort au Kurdistan a été un acte précurseur, c'est au Kosovo que l'habillement humanitaire des militaires s'est

22 – Parmi les études qui mettent en perspective l'ensemble de ces films et propose une approche comparative avec les films français sur l'Algérie, voir Benjamin Stora, *Imaginaires de guerre, Algérie - Viêt-nam, en France et aux États-Unis*, Paris, La Découverte, 1997.

23 – Edgar Roskies, «Tant de clichés et si peu d'images...», *op. cit.*

24 – Cf. Joanna Macrae et Nicholas Leader, «The politics of coherence: humanitarianism and foreign policy in the post-cold war era», *HPG Briefing*, n° 1, juillet 2000.



Pavel Wolberg, *Shilo*, 2003
Photographie couleur, 50 x 70 cm
Dvir Gallery, Tel Aviv

véritablement accompli avec, à l'appui, une vaste politique de communication axée sur le souci portée aux civils. Or, les guerres, même si elles sont des opérations de police déguisées, font des victimes militaires dont on ne se préoccupe plus guère, que l'on ne voit pratiquement plus. Ont-elles disparus ? La représentativité des civils est-elle pour quelque chose dans ce phénomène ?

Des corps sans figures

Si parler de la guerre sans parler des civils qui ne combattent pas est un contre sens, inversement, n'est-ce pas adhérer sans distance critique à l'idéologie humanitaire que d'oublier les victimes militaires derrière le filtre émotionnel des civils ? Le recentrement sur les victimes civiles, dont la responsabilité incombe aujourd'hui à l'humanitaire, occulterait les victimes militaires. Cet oubli renseigne sur un autre aspect du partage des victimes en posant la question : qu'est-ce qu'une victime militaire ? De quels militaires s'agit-il ?

J'ai précédemment abordé ce que représentaient les militaires « ennemis » lorsqu'ils étaient vivants, donc (potentiellement) agressifs. Dès lors qu'ils ne le sont plus, ils disparaissent. La victoire ne se mesure plus au nombre de militaires tués !, entend-on aujourd'hui.

Pourtant, on sait que quantités de Talibans sont morts, en 2001, lors des combats, des bombardements ou bien prisonniers et assassinés par des factions rivales. Massacres entre non-civilisés ? Que penser alors des files de carcasses automobiles détruites avec leurs passagers sur l'autoroute de Bassora, en mars 1991, durant la fuite des Irakiens du Koweït sous les bombardements américains ? Le carnage était-il plus civilisé ? Les corps calcinés ont été peu montrés, d'ailleurs, sitôt montrés, Bush père a proclamé que des mesures avaient été prises pour faire cesser le jeu – de massacre. Douze ans après, à l'occasion de la guerre d'Irak, les fantômes de la guerre du Golfe ont fait surface. Un cahier spécial du *Guardian*²⁵, dirigé par Don McCullin, leur a été consacré. Le célèbre photographe insiste pour souligner que la plupart des photos du numéro n'a jamais été publiée auparavant. Cela raconte, dit-il, «*la réelle histoire de cette bataille moderne*».

25 – *The Guardian*, G.2.,
14 février 2003.

Ce numéro ferait office de retour de refoulé photographique. Plusieurs titres et intertitres annoncent la couleur : «*Blood in the sand*»; «*This is war*»; «*The unseen Gulfwar*»; «*The unpublished photographs that reveals the true horror of the Gulf war*». Si la phrase avait été simplement «*the true horror of the war*», elle aurait confirmé l'interchangeabilité des clichés. Ce qui «illustre» ce dossier n'est que corps carbonisés, figés dans la stupéfaction des feux qui les ont anéanti. S'il y a, avec ce cahier, un enseignement du rapport entre texte et image, c'est que le visuel seul et, *a fortiori*, quand il représente un corps déshumanisé par la destruction ne dit rien, laisse sans parole. Il ne laisse pas interdit dans la stupéfaction du sublime ou d'une fascination morbide. Il ne plonge pas non plus dans une compassion qui bouleverse le sujet. Il confronte au non sens le plus complet.

Stéphane Vendran,
Souvenirs d'enfance,
6 février 2003

Pour que cela fasse sens, une articulation est nécessaire entre l'axe référentiel (ou dénotatif) déployé dans la direction du réel factuel, empirique, et l'axe connotatif qui convoque le bagage culturel du spectateur modèle. C'est pourquoi la victime humanitaire ne recourt pas à l'horreur absolue, mais à une iconologie de la souffrance construite en fonction des codes culturels souvent minimaux (le PPDC





Beb-deum,
Prime Time

évoqué plus haut) de ceux à qui ces représentations sont destinées, non en fonction de l'univers des victimes avec lesquelles la représentation victimaire n'entretient qu'un ancrage factuel minimal. Or, l'axe référentiel – celui par lequel «naturellement» on pense : c'est bien de tel réel qu'il s'agit – est lui-même fondé sur des micro-techniques et des dispositifs qui font intervenir le culturel, qui s'en nourrissent. C'est ce qui n'a pas lieu avec ces visuels de cadavres.

Ce sont des clichés anti-humanitaires. Rien à sauver. Ce qu'il y a à sauver tiendrait donc à la représentation. En ce sens, si les photos n'ont pas été diffusées, ce serait moins parce qu'elles montrent l'«insoutenable» (*This issue contains images that are likely to cause distress*), comme le dit l'avertissement, que parce que ce qu'elles contiennent n'a aucun sens dans les cadres du vraisemblable à partir desquels ce que l'on voit fait sens et, aujourd'hui, doit faire sens. C'est pourquoi l'argument de la censure est insuffisant, sauf à considérer l'importance de la censure subjective intériorisée en *habitus* (Bourdieu). La gestion sémantique des cadres du vraisemblable où s'inscrit la victime est assurée par l'humanitaire, vaste appareil qui culturalise les êtres subissant des violences politiques et sociales.

En outre, la parole que les photographes de ce cahier tiennent sur leur travail souligne, non sans naïveté, combien, *a contrario*, le discours de la représentation humanitaire de la victime ajuste avec précision le visuel de telle façon que le visuel l'illustre parfaitement. Une photographie n'est jamais explicative sans le discours qui l'accompagne et, pour sa dimension standardisée, sans le discours qui la structure de l'intérieur. Ce discours ne fait pleinement sens qu'à condition qu'il se rapporte aux normes en vigueur, fût-ce pour les critiquer. Il faut dire alors que les visuels sont eux-mêmes le fruit d'une soigneuse sélection qui a généralement commencé au moment du reportage. Bien que les reporters et les humanitaires soient en première ligne – à moins qu'il faille dire : parce qu'ils sont en première ligne –, donc loin des normes de la vie ordinaire, ils se retrouvent à être les agents du vraisemblable.

Kenneth Jarecke photographie le corps désintégré d'un soldat irakien. Plus aucune épaisseur, de la science fiction : seule l'empreinte carbonisée sur le sable indique qu'il a été membré. Exemple d'une lecture barthésienne de la photographie, Jarecke note que ce que le soldat avait aux pieds ne sont pas des chaussures de l'armée, mais des mocassins – *punctum* sur lequel le regard focalise la subjectivité du sujet²⁶, le photographe fuit malgré lui la «réalité de la guerre» pour donner à ce cadavre (est-ce encore un cadavre ?) une humanité qui passe par l'attribut de la civilité (ou par la civilité comme *attribut*). Trouver du sens à cette photographie lui demande de la transposer sur un plan civil pour échapper au *studium* de la guerre qui dit le néant et rien d'autre.

Exacerbée par la profusion de commentaires sous laquelle ploie l'actualité, la confusion des victimes est à son comble. Les analyses de Simone Bonnafous²⁷ apprennent clairement que l'apparition, en août 1993, des premières photos de déportés serbes a déclenché dans la presse des séries contradictoires d'énoncés à charge et à suspens, de démentis et de corrections qui brouillaient entièrement l'ancrage référentiel : camp de concentration, ou non ? d'extermination, peut-être ! L'homme cadavérique, sur la photo, est-ce un déporté ? un malade ? un déporté malade ? Le catalogue «Images de guerre», de Reporters sans frontières (2000) propose un autre type d'ambivalence. Contrairement à ce que le titre annonce, sur 77 photographies, couverture et quatrième comprises, huit seulement représentent explicitement des images de guerres (chars d'assaut, combattants, combats). Toutes les autres montrent des civils blessés, malades, affamés, assassinés, pleurant la perte de proches (souvent de façon extrêmement «posée»).

Si l'humain se loge dans le civil, le soldat, même désarmé, est-il un humain au regard du nouvel étalon des forces spéciales robotisées ? «*Mais, dans le civil, n'y a-t-il pas un combattant qui se cache ?*», pensent certains. La distinction n'est franche que dans le moment limité d'un affrontement conventionnel, au-delà, les repè-

26 – Cf. Roland Barthes, *La Chambre claire*, Gallimard-Le Seuil, 1980.

27 – Simone Bonnafous, «La gestion de l'incertain par les médias contemporains dans la crise yougoslave», *Mots*, n° 47, juin 1996, p. 7-22.

res se brouillent, les identités se recouvrent et se prêtent à tous les abus sur les populations, dès lors qu'elles sont décrétées suspectes d'entretenir la lutte armée. La population tchéchène est prisonnière de cet engrenage qui l'expose à toutes les exactions. Un autre versant de la petite histoire des victimes civiles évoquée précédemment devrait rendre compte de cette question, question qui se transforme généralement en funeste destin. En remontant à la première guerre mondiale, on s'aperçoit qu'avec les mobilisés on avait plus affaire à des civils sous uniforme, qu'à de véritables militaires. C'est pourquoi affirmer que la proportion des victimes civiles (5 %) et des victimes militaires (95 %) durant la première guerre mondiale se serait inversée en moins de quatre-vingt ans est incomplet, sinon erronées. Une ambiguïté plus grande encore apparaît avec l'enrôlement forcé des « enfants soldats » en Afrique ou en Asie.

La « réalité de la guerre » n'est pas compréhensible de l'intérieur, la saisir sur le champ est impossible ; les stratèges, les généraux et, quand du temps a passé, les historiens sont des spectateurs extérieurs. Cela signifie que la fameuse incompréhension de Fabrice à Waterloo n'a pas grand chose à voir avec le fait qu'il s'agisse déjà d'une bataille moderne, comme cela a été avancé, mais que la position de Fabrice est strictement déterminée par son point de vue, qui est là une question éminemment moderne. Il est spectateur, certes, mais de l'intérieur de la bataille. Cela signifie aussi que la guerre, en tant qu'expérience en temps réel, ne fait pas sens – et c'est peut-être l'expression d'une volonté démesurée de maîtriser le non-sens de la guerre que de vouloir l'inscrire dans le cadre policier du sens humanitaire. La « guerre humanitaire » aurait-elle aujourd'hui pour enjeu sémantique de contenir l'insensé dans le sens et l'y subsumer ? Et les faits qui ont lieu, ne seraient-ils plus là que pour motiver (au sens de la motivation linguistique) le sens de la guerre ? Si, comme je l'ai avancé, c'est la guerre qui s'inscrit dans l'humanitaire, il faut considérer que l'humanitaire a suffisamment infléchi la réalité cognitive de la guerre pour, sinon en masquer la réalité, du moins cautionner son brouillage. Le monopole de la violence ne passe-t-il pas par le monopole du sens de la violence ? Celui-ci prenant forme dans la représentation, quand il ne s'y échoue pas.

La disparition des victimes militaires dit autre chose à sa façon de la confusion des victimes. Les restes d'un soldat irakien jusque là inconnu sont exhumés de la camera obscura du photographe. Ce dernier ne peut s'empêcher, au risque d'être ridicule, de s'intéresser aux signes civils du soldat. Ça doit faire sens, c'est à cette injonction qu'il a répondu, bien que le cadavre calciné ne fit pas sens – ce que l'on ne peut reprocher à ce dernier. Ça doit faire sens au regard de l'insensé qu'est la guerre vécue de l'intérieur. C'est pourquoi la guerre a été dans l'histoire un des prétextes majeurs à la production de récits. Si l'âge des grands récits est révolu (Jean-François Lyotard²⁸) – l'histoire restant malgré tout toujours citable, et citée à

28 – Cf. notamment Jean-François Lyotard, *La Condition postmoderne*, Paris, Minuit, 1979.

profusion –, il n'en reste pas moins que les victimes n'ont de réalité et de visibilité qu'à la condition qu'elles fassent sens, donc, qu'elles s'inscrivent dans un discours. Pas de victime absolue, sauf dans le discours qui la déclare et l'élève comme telle.

Aujourd'hui, la guerre, de plus en plus abstraite, convertie en théâtre pour opération de police en vue du maintien de la paix ou la chasse aux criminels, a perdu sa dimension épique²⁹. Cela doit être vrai et confirme cette déperdition du sens dont le problème ne se posait pas tant que l'épopée (ses unités, ses rôles, ses topoï, ses valeurs, sa temporalité, ses dispositifs narratifs) était possible. Maintenant, la transmission de l'expérience de la guerre équivaut à la transmission du défaut de récit. C'est ce défaut que viendrait cadrer l'humanitaire au niveau de la représentation et dans ce défaut que la victime signifie. Peut-être alors mener une critique radicale de la rationalité logocentrique assujettissant l'image au texte est-elle incomplète tant que l'on n'entame pas une critique du sens et des procédures cognitives du faire-croire.

29 – Hélène Puisieux, *Les figures de la guerre. Représentations et sensibilités, 1839-1996*, Paris, Gallimard, 1997.

Philippe Mesnard



Dessin d'Ajubel
paru dans *El País*, Madrid

